

**Point 03** : Débat d'orientations budgétaires 2026

**Intervention : Robin Salecroix (Nantes)**

Madame la Présidente, chers collègues,

Nous débattons aujourd'hui de nos orientations budgétaires dans un contexte politique particulièrement tendu, comme cela a été rappelé. Le Premier ministre Lecornu, fidèle parmi les fidèles d'un macronisme à bout de souffle, n'annonce aucune inflexion majeure concernant les purges budgétaires initialement prévues, à hauteur de plus de 44 milliards d'euros, par l'éphémère François Bayrou.

Parmi ces 44 milliards, plusieurs concernent directement les collectivités locales et les intercommunalités. Pourtant, nous le savons tous ici : ces dernières ne sont nullement responsables du déficit de l'État, nourri, rappelons-le, par une baisse structurelle des recettes, conséquence directe de la fameuse politique de l'offre vantée par les libéraux de toutes obédiences.

Aiguillé par la droite, l'extrême droite et le patronat, l'exécutif reste sourd aux attentes populaires, exprimées encore ce matin dans la rue ou lors des journées de grève des 10 et 18 septembre derniers. Pendant ce temps, les Français voient leur fin de mois devenir chaque jour plus difficile. Les inégalités se creusent, les plans sociaux se multiplient, de l'industrie au commerce, illustrant à juste titre le désir de justice fiscale et sociale qui s'exprime partout dans le pays.

Face à ces orientations mortifères, notre majorité de gauche — comme l'a rappelé Pascal Bolo — a fait un choix clair et assumé : investir. Investir pour notre avenir, pour nos habitants, pour préparer notre territoire aux transitions nécessaires d'aujourd'hui et de demain.

Cela se traduit notamment par le déploiement de :

- 250 millions d'euros pour les mobilités.
- 70 millions pour l'eau et l'assainissement, car protéger notre ressource vitale est une priorité.
- 40 millions pour les déchets.

C'est aussi un effort massif pour relancer le logement social et très social, alors que tant de familles attendent une solution digne, tandis que le pouvoir en place reste toujours aussi absent sur ce sujet.

Dans le même temps, nous continuons de soutenir la vie associative, culturelle et sportive, alors que d'autres collectivités, comme la région, taillent dans les aides et fragilisent de nombreux acteurs. Car nous savons d'où viennent les attaques : les droites, qu'elles soient à Paris ou ici dans notre région, préfèrent casser plutôt que construire.

La Cour des comptes et Mme Morançais s'en prennent désormais aux fleurons de notre région, qui pourtant font vivre l'économie locale et préparent l'avenir industriel de notre territoire, à l'image du Grand Port Maritime, encore tout récemment. Eh bien, nous sommes du côté de celles et ceux qui travaillent, pas de ceux qui spéculent et proposent comme unique horizon la régression sociale.

Nous sommes résolument du côté de l'avenir, avec nos politiques publiques offensives, comme celles que je viens d'évoquer, ou encore avec notre soutien à des projets structurants pour l'avenir de notre bassin d'emploi, tel que le projet EOLE pour l'assemblage d'éoliennes offshore. Là où d'autres rêvent de plans sociaux, nous défendons l'innovation, la transition écologique et l'emploi industriel de demain.

C'est cela, le sens de nos choix, Monsieur Richard. L'austérité détruit, l'investissement construit. Et à la fin du mandat, ce sont 3,4 milliards d'euros qui auront été investis. Des embauches également, pour renforcer nos moyens humains affectés aux mobilités, aux espaces publics, à l'eau, à l'assainissement ou à la transition écologique. 3,4 milliards d'euros au service de nos habitants.

Nous assumons effectivement, Monsieur Richard, une dégradation mesurée de nos indicateurs financiers, car nous combattons toujours les logiques comptables qui sont les vôtres et qui, sous le sceau de la vertu budgétaire, contribuent à léguer à nos enfants une dette particulièrement mortifère. Une dette certes peu visible dans les tableaux Excel, mais bien réelle dans nos vies quotidiennes, dans nos services publics et nos infrastructures dégradés.

Et puis, Monsieur Richard, quand je vous entends parler du poids du fonctionnement sans jamais évoquer les femmes et les hommes du service public qui œuvrent chaque jour pour répondre aux besoins de nos habitants, cela me laisse pantois. Où souhaitez-vous sabrer, Monsieur Richard ? Dans le service public ? Dans les embauches ? Dans celles et ceux qui font la ville d'aujourd'hui et de demain ?

D'ailleurs, on vous entend très peu sur les responsabilités de l'État, qui viennent justement mettre en difficulté nos budgets de fonctionnement. Nous, nous ne faisons pas ce choix. Nous faisons le choix inverse : celui d'orientations budgétaires offensives, d'investissements massifs, utiles, solidaires, qui profitent à toutes les communes de la métropole et à tous nos habitants.

Je vous remercie de votre attention.